COMPTE RENDU DU

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 DÉCEMBRE 2020

Secrétaire de séance : Sébastien AMBLARD

Présents : Francis FAYARD, Nathalie MANTONNIER, Philippe CHAVE, Evelyne BERNARD, Jean-François FAURE, Anne-Lise VIALON, Christian CHABERT, Evelyne BILBOT (présente pour le vote à partir de la délibération n°4), Sébastien AMBLARD, Claude DOLADER, Georges CASANOVA, Thierry JAVELAS, Duilio NOVARO, Laurent MANTONNIER, Nathalie SORIA, Francine DAMBRINE, Alain COURTHIAL, Emmanuel DELPONT, Dan VILLIOT, Matthieu NIVOT, Fabien PLANET, Thierry SANCHEZ, Emmanuelle GIELLY, Nicolas COLOMB

Excusés et représentés : Christiane LAMBERT (pouvoir à Nathalie MANTONNIER), Annick BAROTEAUX (pouvoir à Georges CASANOVA), Marie-Christine GEAY (pouvoir à Evelyne BILBOT et représentée à partir de la délibération n°4)

Absents : Elisabeth LUQUES, Sébastien CHEYNEL

**Synthèse des Décisions prises en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT,
Délibération du Conseil Municipal n° 2020/07-02/02 en date du 10 juillet 2020**

Décisions prises entre le 01/12/2020 et le 21/12/2020

Décision n° 2020-115 du 26/11/2020
Acquittée par la Préfecture le 01/12/2020

► Le Maire est autorisé à signer la convention avec le groupe « Ensemble Rassemblons Livron », représenté par son représentant, Monsieur Fabien PLANET demeurant 2 allée des Eucalyptus – 26250 LIVRON, pour l'utilisation de la salle de LA CHAPELLE situé rue de la Chapelle, mise à disposition pour une durée d'un an. La convention pourra être renouvelée chaque année en accord avec les deux parties.

► Pour cette mise à disposition, aucune indemnité d'occupation ne sera demandée.

Décision n° 2020-1119 du 03/12/2020

Acquittée par la Préfecture le 03/12/2020

► Le Maire est autorisé à signer le contrat avec la société IPSET pour la location de matériel et licences téléphoniques pour un montant de 264,00 € TTC par mois pour une durée de 12 mois, renouvelable.

► Les éléments techniques et financiers sont précisés dans le contrat.

Décision n° 2020-120 du 08/12/2020

Acquittée par la Préfecture le 08/12/2020

► Le Maire est autorisé à signer le contrat de service en ligne CHORUS PRO (réception) avec la société API comprenant un abonnement d'un an pour un montant de 420 euros TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont précisés dans le contrat.

Décision n° 2020-121 du 09/12/2020

Acquittée par la Préfecture le 10/12/2020

► Le Maire est autorisé à signer la proposition de renouvellement du Firewall pour la mairie par la société IPSET pour un montant de 245 euros HT/ mois du 1^{er} janvier au 30 septembre 2021 inclus.

► Les éléments techniques et financiers sont précisés dans le contrat.

Décision n° 2020-122 du 11/12/2020

Acquittée par la Préfecture le 11/12/2020

► Le Maire est autorisé à signer les contrats suivants :

- **Contrat maintenance Oracle : 96 € TTC / an**
- **Contrat de suivi d'exploitation du réseau : 424.61 € TTC / an**
- **Contrat de suivi des progiciels du service citoyenneté : 3488.77 € TTC / an**

► Les contrats sont conclus pour une durée de 36 mois.

Décision n° 2020-123 du 14/12/2020

Acquittée par la Préfecture le 14/12/2020

► Le Maire est autorisé à signer la convention avec la Communauté de Communes du Val de Drôme pour la mise à disposition d'une benne à carton à raison de 61 € TTC par semaine.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans la convention proposée par la Communauté de Communes du Val de Drôme.

Décision n° 2020-124 du 15/12/2020

Acquittée par la Préfecture le 15/12/2020

- ▶ Le Maire est autorisé à signer le contrat d'entretien avec la société SNEF pour la maintenance du matériel de vidéosurveillance, pour un montant de 6895.20 € TTC/an.
- ▶ Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.
- ▶ Le présent contrat est signé pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction sans que la durée totale ne puisse excéder 3 ans.

Décision n° 2020-125 du 15/12/2020

Acquittée par la Préfecture le 21/12/2020

- ▶ Le Maire est autorisé à signer le « GeoPack Collectivité Service », pour un montant de 6130.08 € TTC par an.
- ▶ Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.
- ▶ Le présent contrat est signé pour une durée de 48 mois.

Décision n° 2020-126 du 18/12/2020

Acquittée par la Préfecture le 18/12/2020

- ▶ **DE CONTRACTER** auprès de la Caisse d'épargne, après avoir pris connaissance de l'offre de financement, un emprunt afin de financer les investissements du budget principal avec les caractéristiques suivantes :

Montant : 600 000 euros

Durée : 20 ans

Taux fixe (en % l'an-base 365 jours) : 0.78 %

Périodicité : Annuelle

Echéance : 32328.67 €

Total intérêts : 46 753.40 €

Frais de dossier : 600 €

Mise à disposition des fonds 4 jours ouvrés avant 11 heures, par virement.

Remboursement anticipé :

Possible après un préavis de 30 jours calendaire avant la date d'échéance choisie avec paiement d'une indemnité actuarielle.

- ▶ **DE SIGNER** l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt.
- ▶ **D'INTERVENIR** avec la Caisse d'épargne, et de procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et d'avoir tout pouvoir à cet effet.

Décision n° 2020-127 du 17/12/2020
Acquittée par la Préfecture le 21/12/2020

► Le Maire est autorisé à signer un contrat de maintenance des équipements vidéo, son, lumière et tableaux numériques des divers bâtiments communaux, pour un montant de 5803 € HT soit 6963 € TTC pour l'année 2021.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans le contrat.

Décision n° 2020-128 du 21/12/2020
Acquittée par la Préfecture le 21/12/2020

► Le Maire est autorisé à signer la demande de participation financière de la société « Les Films de demain » pour la réalisation de courts-métrages au sujet de la culture des risques d'inondation pour un montant de 250 euros TTC.

► Les éléments techniques et financiers sont définis dans la proposition.

- **Rapport eau et assainissement année 2019**

En raison de la crise sanitaire, le prestataire délégué SAUR, n'a pas pu présenter le rapport eau et assainissement année 2019.

Les membres du Conseil ont donc décidé de reporter cette délibération au prochain Conseil municipal.

1- Avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public d'Assainissement

Monsieur le Maire rappelle la négociation en cours relative à l'avenant N°1 au contrat de délégation du service public d'assainissement collectif visé le 12 novembre 2018. Le rapport de Monsieur le Maire et le projet d'avenant ont été transmis aux membres du conseil municipal.

Cet avenant a pour conséquence une augmentation du prix du M3 assaini de 0.011€, portant le cout total du M3 (part délégataire) de 0.6020 € à 0.6130 €.

Monsieur le Maire approuve le projet d'avenant N°01 au contrat de délégation du service public d'assainissement collectif visé le 12 novembre 2018. Pour les motifs exposés dans son rapport (ci-joint).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **APPROUVE** le choix de Monsieur le Maire,
- **APPROUVE** le projet d'avenant N°1 (ci-joint) au contrat de délégation du service public

- d'assainissement collectif,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les pièces correspondantes.

2- Avenant révision de prix concernant le marché public « Pignal transformation et réhabilitation »

Monsieur Jean-François FAURE, Adjoint délégué aux travaux, rappelle qu'un marché de travaux a été attribué par délibération n° 2019.05.09 pour la réalisation des travaux de la Maison Pignal.

Dans ce cadre, Monsieur Jean-François FAURE informe les membres de l'Assemblée qu'une erreur « matérielle » s'est glissée dans le cahier des clauses administratifs particulier du marché. En effet, la clause concernant la révision de prix doit être modifiée pour rectifier une erreur matérielle de date. Monsieur FAURE précise que cette modification est autorisée dans la mesure où il s'agit d'une modification portant uniquement sur une erreur matérielle.

Ainsi, l'article 3.2 du CCAP doit être modifié comme suite dans son premier alinéa. « Les prix du marchés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2019 ce mois est appelé Mo au lieu de « Les prix du marchés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2018 ce mois est appelé Mo ».

Monsieur Jean-François FAURE précise également qu'une régularisation des révisions de prix sera donc nécessaire et interviendra en temps et en heure consécutivement à la notification de cet avenant.

Pour permettre la modification du CCAP, il est nécessaire de conclure des avenants (numéroté ci-après) et joints en annexe de la présente délibération avec les entreprises suivantes pour les lots suivants :

N° de lot	Intitulé du lot	Nom de l'entreprise	Numéro de l'avenant
LOT 1	VRD ESPACES VERTS	GROUPEMENT SJTP (RAMPA TP/JARDINS DE PROVENCE)	1
LOT 2	DECONSTRUCTION- DESAMIANTAGE - GROS ŒUVRE	SATRAS SARL	2
LOT 3	CHARPENTE BOIS MOB COUVERTURE TUILE	MOULIN CHARPENTE SAS	2
LOT 4	COUVERTURE BARDAGE ZINC	ENTREPRISE BOISSY	3
LOT 5	ETANCHEITE	SOBRABO SAS	2
LOT 6	MENUISERIES EXTERIEURES ALU SERRURERIE	DELORME BATTANDIER	1
LOT 7	MENUISERIES EXT/ INT BOIS	VAREILLE	2
LOT 8	DOUBLAGE CLOISONS PEINTURE PLAFOND	CAPPA SAS	2
LOT 9	CARELAGE FAIENCE	ANGELINO	2
LOT 10	SOLS COLLES	AD SOLS	1
LOT 11	ASCENSEUR	THYSSENKRUPP	1
LOT 12	ELECTRICITE COURANTS FORTS COURANT FAIBLE	VIGNAL ELECTRICITE	2
LOT 13	CHAUFFAGE VENTILATION	VIGNAL ENERGIE	2

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide par 20 voix POUR et 5 ABSTENTIONS :

- **D'APPROUVER** l'ensemble des avenants au marché de travaux 18-05 avec les entreprises mentionnées pour chacun des lots dans le tableau ci-dessus,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs et financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- **DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

3- Demande de prorogation des financements FEADER /Agence de l'Eau pour la construction de l'aire de lavage

Monsieur Jean-François FAURE, Adjoint délégué aux travaux, rappelle qu'un projet de construction d'une aire de lavage a été approuvé par délibération n° 2018.03.11 en date du 19 mars 2018.

IL rappelle également que dans cette même délibération une enveloppe financière d'opération avait été fixée à 202 803 € HT et que le Maire avait été autorisé à solliciter une aide financière auprès du Fonds Européen Agricole pour le développement rural (FEADER) et de l'agence de l'Eau à hauteur de 80 % du montant des dépenses éligibles soit 151 627 € HT.

Par délibération n° 2018.07.14 du 26 juin 2018, l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération a été revue à la hausse (suite aux études menées en lien avec la chambre d'agriculture) soit 243 364 € HT.

Le Maire avait été autorisé à solliciter une aide financière auprès du Fonds Européen Agricole pour le développement rural (FEADER) dans le cadre du Programme de Développement Rural, et de l'agence de l'Eau, à hauteur de 80 % du montant des dépenses éligibles soit 182 541 € HT.

Monsieur Jean-François FAURE rappelle qu'un financement a été attribué au titre du FEADER et de l'agence de l'Eau à hauteur de 182 540.56 € HT soit :

- 36 508.11 € HT au titre du FEADER (aide maximale)
- 146032.45 € HT au titre de l'agence de l'Eau

Monsieur Jean-François FAURE expose aux membres du Conseil Municipal que suite à la crise du COVID 19, du retard a été pris dans l'opération et qu'il convient donc de solliciter une prorogation de ces financements jusqu'au 30/12/2022 au lieu du 29/03/2021 (date ultime d'envoi de la dernière demande de paiement) afin de permettre la réalisation du projet et éviter la perte des aides financières.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'Unanimité :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter une prorogation de l'aide financière octroyée au titre du FEADER et de l'Agence de l'Eau pour la construction de l'aire de lavage jusqu'au 31/12/2022 et à signer tous documents administratifs et financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- **DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

4- Réalisation d'un audit sur l'éclairage public avec Énergie SDED

Monsieur le Maire souhaite faire appel à Energie SDED dans le but de réaliser un audit sur le patrimoine de l'éclairage public de la collectivité.

La participation financière à cette compétence optionnelle est la suivante :

↳ L'audit du patrimoine : La facturation de cet audit est unique 7.50 € par point lumineux. En sachant que la collectivité possède déjà un plan des points lumineux de l'éclairage public grâce au prestataire travaillant actuellement avec la commune, la facturation de l'audit sera ainsi réalisée au prorata des données déjà en possession de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **S'ENGAGE** à régler la facture de la réalisation de l'audit du patrimoine au prorata des données déjà en possession de la collectivité,
- **DÉCIDE** d'inscrire au budget les crédits nécessaires pour la réalisation de cet audit,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires pour la réalisation de cet audit.

5- Demande d'aide financière pour le changement de chaudières dans les locaux communaux auprès d'Énergie SDED

Monsieur Jean-François FAURE, Adjoint délégué aux travaux informe l'Assemblée qu'en vertu de l'article L2224-31 du CGCT qui fixe le cadre des actions relatives aux économies d'énergie que peuvent faire réaliser les Autorités Organisatrices de Distribution de l'Énergie (AODE), le SDED a adopté, en Comité syndical du 9 juin 2017, le règlement d'attribution d'une aide financière aux petits travaux d'économies d'énergie en faveur des collectivités membres.

Celui-ci vient soutenir les dépenses répondant aux critères des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE). Son taux annuel est de 50 % jusqu'à une dépense éligible de 20 000 € HT et de 20 % supplémentaires jusqu'à 50 000 € HT.

En contrepartie, le SDED récupère la propriété des CEE obtenus à l'issue des travaux.

Pour bénéficier de ce soutien, la commune adhère jusqu'au 31 décembre 2020 au service de Conseil en Énergie du SDED.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal décide, à l'Unanimité :

- **D'AUTORISER** le Maire à solliciter auprès du SDED une aide technique et financière au titre du changement de chaudières dans les logements de la gendarmerie et des menuiseries extérieures des groupes scolaires
- **DE CÉDER** au SDED les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) issus des travaux réalisés.

6- Garantie de Prêt Habitat Dauphinois pour le parc social public « les Renoncées »

Madame Evelyne Bernard Adjointe déléguée aux Finances et Ressources Humaines, expose à l'Assemblée qu'Habitat Dauphinois sollicite la commune au vu d'une garantie d'emprunt correspondant au financement PLUS, PLUS Foncier, PLAI, PLAI Foncier contracté auprès de la Caisse des dépôts et Consignations. Cette demande est en lien avec le financement de l'opération « Les Renoncées », Parc Social public, pour la construction de 15 logements concernant les emprunts suivants :

PLAI pour un montant de 344 834 €

PLAI Foncier pour un montant de 153 062 €

PLUS pour un montant de 808 267 €

PLUS Foncier pour un montant de 313 453 €

VU l'exposé,

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous,

VU les articles L2252-1 et L 2252-2 du CGCT,

VU l'article 2298 du Code Civil,

VU le Contrat de Prêt N°115 776 en annexe signé entre Habitat Dauphinois ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts Consignations,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

- **ACCORDE** sa garantie d'emprunt à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 619 616.00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse Des Dépôts et Consignation, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N°115 776, constitué de 4 Lignes du Prêt.
LEDIT CONTRAT EST JOINT EN ANNEXE ET FAIT PARTIE INTEGRANTE DE LA PRESENTE DELIBERATION.
- **DÉCIDE** que garantie d'emprunt est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
- **S'ENGAGE** pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

7- Abonnement concernant les droits de place pour le marché : soutien exceptionnel en lien avec la crise sanitaire

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal d'une modification concernant la régie du marché, gérée par la Police Municipale.

Suite au deuxième confinement mis en place par l'État et la fermeture des commerces non alimentaires, les commerçants non alimentaires abonnés au marché de Livron-sur-Drôme n'ont pu installer leurs marchandises.

Ces abonnés ne doivent pas être facturés de leur non-présence sur le marché pendant cette période

de COVID.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée, que ces commerçants non alimentaires abonnés soient facturés au prorata de leur présence.

Après en avoir délibéré le conseil municipal décide à l'Unanimité,

- **DÉCIDE** de diminuer le tarif de l'abonnement concernant les commerçants non alimentaires abonnés au prorata de leur présence sur la période du second confinement soit du 23 octobre 2020 au 24 novembre 2020, ce qui représente 5 jours de marché.
- **DÉCIDE** que cette remise sera effectuée sur le paiement de l'abonnement du premier trimestre 2021 en sachant que le tarif est de 0,60 € le mètre linéaire pour les commerçants abonnés.

8- Espace de Vie Social – Tarifs concernant les sorties familles

Madame Nathalie MANTONNIER, Première Adjointe, informe l'Assemblée délibérante que la collectivité propose de demander une participation financière aux familles lors de sorties organisées par l'Espace de Vie Sociale.

Ces sorties permettent aux familles de bénéficier de loisirs communs avec leurs enfants. Pour certains, c'est l'occasion de découvrir des lieux, de sortir du quotidien et de partager des temps forts.

C'est également l'occasion de montrer que l'on peut organiser des loisirs avec ses enfants sans que le coût financier ne soit rédhibitoire. Cette participation leur servira par la suite, à organiser de façon autonome des sorties voir des vacances.

Cette participation financière est aussi un moyen d'engager les familles lors de l'inscription ; les places étant limitées, cela évite les désinscriptions de dernière minute au détriment d'autres familles qui auraient pu participer.

La tarification tient compte de plusieurs critères :

- le quotient familial CAF
- la distance à parcourir pour se rendre sur le lieu de la sortie
- les sorties avec et sans entrées payantes
- être résident livronnais ou extérieur.

Aucune annulation de dernière minute n'est possible sauf en cas de force majeure.

Cette tarification sera uniquement appliquée aux sorties familles.

Mme MANTONNIER Nathalie, Première Adjointe, propose à l'assemblée de fixer les tarifs pour les sorties familles ; **ils prendront effet à partir du 1^{er} janvier 2021**

QF	KM	0 à 50		51 à 100		101 à 150		151 et +	
		SANS ENTRÉE PAYANTE							
	0 à 600	3		4		5		6	
	601 à 1200	4		5		6		7	
	1201 et + ou non livronnais	5		6		7		8	
		AVEC ENTRÉE PAYANTE							
		enfant*	adulte	enfant*	adulte	enfant*	adulte	enfant*	adulte
	0 à 600	4,5	6	5,5	7	6,5	8	7,5	9
	601 à 1200	5,5	7	6,5	8	7,5	9	8,5	10
	1201 et + ou non livronnais	6,5	8	7,5	9	8,5	10	9,5	11

* jusqu'à 12 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 22 voix POUR et 5 ABSTENTIONS :

- **APPROUVE** les tarifs ci-dessus pour les sorties familles à compter du 1^{er} janvier 2021.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier

9- Convention avec l'association « Patrimoine au Pays des Trois Becs »

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que la collectivité a été sollicitée par l'Association du « Patrimoine au Pays des Trois Becs » (PP3B) afin de développer avec elle un partenariat, dans le but de promouvoir le patrimoine de la collectivité.

Pour cela, une convention de partenariat pourrait être conclue entre la commune et l'association ayant pour objet de protéger, restaurer, embellir, étudier et animer le patrimoine des communes, garder la mémoire et la trace du vécu des communes par la réalisation de documentaires filmés ou écrits et organiser tous types d'événements permettant de faire vivre ce patrimoine.

Dans le cadre de cette convention, les partenaires s'engageraient à promouvoir sous différentes formes le patrimoine Livronnais.

A ce titre, les parties conviennent de conclure leur partenariat pour 3 ans renouvelable pour 250 euros par année. Un travail sur la mise en place d'un sentier de grande randonnée G.R. est en cours avec Patrimoine au Pays des Trois Becs de Livron à la Bâtie des Fonds pour 110 kms de chemin de randonnée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, par 22 voix POUR et 5 ABSTENTIONS :

- **D'APPROUVER** le partenariat entre la commune et l'Association « Patrimoine au Pays des Trois Becs »,
- **D'AUTORISER** le Maire à signer la convention et les actes afférents à ladite convention.

10- Recrutements de deux contrats d'apprentissage

Madame Evelyne BERNARD, Adjointe déléguée aux Ressources Humaines, informe l'Assemblée délibérante que la collectivité propose de recourir à deux contrats d'apprentissage afin de contribuer à l'acquisition par les apprentis des compétences correspondant aux diplômes préparés par ces derniers au sein du service Technique et du service Éducation, sous la responsabilité de leurs tuteurs respectifs.

L'apprentissage permet à des personnes d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une collectivité territoriale avec pour finalité l'acquisition d'un diplôme ou d'un titre.

Ce dispositif s'accompagne d'aides financières (CNFPT), d'exonérations de charges patronales et de charges sociales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'Unanimité :

A compter du 1^{er} Janvier 2021 :

- **DÉCIDE** d'accueillir les apprentis et de conclure le contrat d'apprentissage suivant :

Service	Diplôme préparé	Durée de la formation
Technique	BAC Pro MELEC LPO ALGOUD-LAFFEMAS VALENCE	03/09/2020 au 10/07/2021
Education enfance	BPJEPS LTP (loisirs tous publics)	01/01/2021 au 24/05/2022

- **D'AUTORISER** Le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif d'apprentissage
- **DE PRÉLEVER** la dépense correspondante sur les crédits ouverts au budget de la Commune.

11- Déclassement de la Place publique des Anciens Combattants

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a adopté une délibération le 4 février 2013 par laquelle elle a « *autorisé la désaffectation et le déclassement de la Place des anciens combattants* ».

Il souligne toutefois que la désaffectation d'une place publique n'a pas à être autorisée, mais qu'elle doit être expressément constatée pour que le déclassement du domaine public soit légal.

Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que suivant l'article L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) les biens des personnes publiques qui relèvent du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles et que l'article L. 1311-1 du code général des collectivités territoriales étend évidemment ces principes aux communes.

Il précise que la place des Anciens Combattants est restée librement accessible au public depuis 2013.

Il propose d'en tirer les conséquences qui s'imposent et de constater que la délibération n° 2013.02.02 du 4 février 2013 est illégale dès lors que la désaffectation de la place publique n'a jamais été opérée, ni constatée.

La délibération de 2013 relevait d'ailleurs à l'époque que la place reste « *très peu utilisée* », ce qui démontre que son affectation à l'usage du public n'a pas cessé.

Le Maire ajoute qu'en vertu du premier alinéa de l'article L243-2 du code des relations entre le public et l'administration, la collectivité territoriale a l'obligation d'abroger les actes réglementaires illégaux.

Tel est bien le cas en l'espèce dès lors que la désaffectation de la place n'a jamais été opérée, ni constatée, et que celle-ci n'a donc jamais quitté le domaine public communal.

Il soumet ainsi aux membres du conseil municipal la proposition :

- de constater l'utilisation par le public de la place des Anciens Combattants ;
- de constater l'absence de désaffectation de cette place publique ;
- en conséquence, d'abroger la délibération du 4 février 2013
- d'abroger partiellement la délibération n° 2012.11.06 du 5 novembre 2012 autorisant l'ouverture de l'enquête publique s'agissant uniquement du dossier de déclassement de la Place des anciens combattants.

Après en avoir délibéré le conseil municipal décide, à l'Unanimité :

- **D'APPROUVER** sans réserve l'exposé du Maire ;

- **DE CONSTATER** l'absence de désaffectation à l'usage du public de la place publique des Anciens Combattants, ladite place étant ouverte, accessible et utilisée notamment par les habitants de la commune ;
- **DE CONSTATER** que la place des Anciens Combattants n'a jamais quitté le domaine public communal ;
- **D'ABROGER**, en conséquence, la délibération illégale n° 2013.02.02 du 4 février 2013 en ce qu'elle emporte déclassement de la place des Anciens Combattants ;
- **D'ABROGER PARTIELLEMENT** la délibération n° 2012.11.06 du 5 novembre 2012 concernant uniquement le dossier Place des anciens combattants;
- **D'AUTORISER** le Maire à effectuer toute démarche et à accomplir toute mesure de nature à exécuter la présente délibération.

12- Subvention à l'association « Animaux en détresse sur Livron et ses environs »

Madame Nathalie MANTONNIER, Première Adjointe, informe l'Assemblée que l'attribution de subventions aux associations fait l'objet d'une délibération spécifique précisant que le versement de celle-ci est soumis à des conditions d'octroi.

Elle invite les conseillers municipaux qui de par leurs responsabilités associatives pourraient trouver un intérêt même non personnel à l'attribution d'une subvention, à quitter la salle afin d'assurer une parfaite neutralité des débats.

Madame la Première Adjointe rappelle que :

- Dès lors qu'une liste de subventions à verser figure au budget, elle vaut décision d'attribution aux bénéficiaires,
- Les subventions sont toutefois versées que si le dossier de demande est complet et si les conditions de réalisation sont réunies

Elle présente la demande suivante :

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

ASSOCIATION	MONTANT 2020	OBSERVATIONS
Animaux en détresse sur Livron et ses environs	500,00 €	Demande du 10/12/2020

- Subvention de fonctionnement : dossier complet

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'Unanimité :

- **AUTORISE le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association :**
 - > Animaux en détresse sur Livron et ses environs pour un montant de 500 €
- **DÉCIDE** de prélever la dépense sur les crédits ouverts à l'article 6574 du budget de

l'exercice en cours.

13- Avis sur l'institution du pacte de gouvernance de la Communauté de communes du Val de Drôme

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que la Loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 ouvre la possibilité d'élaborer un Pacte de gouvernance entre les communes et les Communautés de communes dont les modalités sont prévues à l'article L.5211-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce pacte doit permettre de faciliter le dialogue, la coordination, l'association ou encore la délégation de moyens dans le but de renforcer les liens entre l'EPCI, les communes et les maires.

Ce pacte doit être adopté dans un délai de 9 mois à compter du renouvellement général des conseils municipaux.

De ce fait, la Communauté de communes du Val de Drôme en Biovallée demande au Conseil municipal d'émettre un avis sur ce pacte de gouvernance afin de l'approuver en séance communautaire en février 2021.

VU la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Val de Drôme en Biovallée en date du 25 août 2020,

VU le courrier en date du 26 novembre 2020 du Président de la Communauté de communes du Val de Drôme en Biovallée sollicitant l'avis de la commune au sujet du projet de Pacte de gouvernance,

Après en avoir délibéré le Conseil municipal, à l'Unanimité :

- **DONNE** un avis favorable sur le projet du Pacte de gouvernance proposé par la Communauté de communes du Val de Drôme en Biovallée.